

# La politique par procuration transfrontalière

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **39 (2002)**

Heft 1515

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1008552>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## La politique par procuration transfrontalière

**C**OMME ON AIME À LE DIRE, LA FRANCE EST POUR LES SUISSES ROMANDS LA FRANCE VOISINE. QUAND LA POLITIQUE LOCALE, cantonale, nationale est trop terne, ne déplaçant que le 30 % du corps électoral, ils ouvrent leurs volets pour regarder les joutes autrement dramatiques qui se déroulent dans le pré gaulois. C'est à la fois un spectacle et un banc d'essai des valeurs et des pratiques politiques. Que nous enseigne l'échec du socialisme à la française?

La dramatique française est d'abord l'effet d'une démocratie insuffisante : une décentralisation qui est restée à mi-chemin, une méconnaissance totale de la démocratie directe, une ignorance de la proportionnelle qui n'existe que pour les élections européennes, mais l'électeur doit choisir des listes bloquées où l'ordre d'éligibilité est prédéterminé. En comparaison, nous sommes des enfants gâtés de la démocratie au point d'être blasés et de ne pas reconnaître les vertus du référendum et de l'initiative et plus encore du fédéralisme qu'il est de mode de dénigrer.

La politique dédramatisée, la nôtre, est peut-être un signe de santé, celui d'un organisme sans fièvre. Qu'au premier tour des présidentielles françaises le 20% du corps électoral ait soutenu des programmes totalement inapplicables, qu'il ait donné des votes déclarés protestataires est la marque d'un dysfonctionnement politique et démocratique.

La protestation n'est pas un projet politique. De même, dans notre système, ce n'est pas une attitude responsable que de soutenir une initiative fondamentaliste à laquelle on ne croit pas, sous le prétexte d'envoyer un signal, et de voter oui parce qu'elle sera de toute façon repoussée.

Une démocratie vivante doit être décentralisée et outillée en moyens d'expression. Elle est tenue aussi de procéder à une analyse permanente du pouvoir. La gauche doit veiller, c'est sa vocation, à ce que l'économie n'abuse pas de sa position dominante de donneur d'emplois (*Arbeitgeber*), mais elle doit aussi soumettre à la critique la gestion publique, qui représente entre 30 et 40% du produit intérieur. En France, pour se limiter à ce seul exemple, il est inconvenant que les fonctionnaires de Bercy aient eu le pouvoir de bloquer une réforme administrative judicieuse. La défense d'un secteur non marchand de service public est un engagement pour la gauche, mais au nom de cet engagement elle ne peut souscrire à la vieille formule «c'est un État dans l'État».

Malgré sa vitalité, la France doit répondre à un double défi: celui de la désertification de certaines zones rurales, celui de la ghettoïsation de certains quartiers urbains. Il faudrait pour cette tâche de longue haleine (plus qu'un quinquennat) un élan national et de nouveaux moyens constitutionnels. Jospin, malgré ses mérites, a échoué en ne les proposant pas de front. AG

### Sommaire

**Secret bancaire:** Les audaces calculées de Pascal Couchepin (p. 2)

**Survol aérien:** La nouvelle guerre de Souabe (p. 3)

**Redevance:** Oubli ou méfiance (p. 4)

**Genève:** Haro sur l'exclusion (p. 5)

**Fiscalité:** L'impôt vert (p. 6)

**Fusion Vaud - Genève:** L'exaspérante médiocrité du débat (p. 7)